

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Elsa Peskine : Le co-emploi est mort, vive le co-emploi ! À propos de Cass. Soc. 10 décembre 2015, *SAS Fayat (Établissements J. Richard Ducros)*.

Travail illégal et détachement de salariés

Colloque ENM-INTEFP-AFDT

Philippe Adair

Cyril Cosme

Patrick Quinqueton

Renaud Salomon

Grégoire Finidori

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Périmètre des critères d'ordre des licenciements, la carte jurisprudentielle en territoire administratif (affaire *Mory Ducros*).

Conseil d'Etat 7 décembre 2015 – Note Marie-Cécile Sarrazin (p. 216)

La santé a trouvé son juge mais cherche encore sa sentence.

Cour d'appel de Versailles 1er décembre 2015 – Note Isabelle Taraud (p. 225)

Marchandage : vers une acception plus large de la notion de fourniture de main-d'œuvre ?

Cour d'appel de Paris 30 novembre 2015 – Note Olivier Fardoux (p. 232)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social international et européen par Valérie Lacoste-Mary et Jérôme Porta.



Doctrine

Le co-emploi est mort, vive le co-emploi ! À propos de Cass. Soc. 10 décembre 2015, SAS Fayat (Établissements J. Richard Ducros) par **Elsa Peskine**, Maître de conférences, Université de Paris Ouest Nanterre La Défense 177

COLLOQUE ENM-INTEFP-AFDT DU 11 DÉCEMBRE 2015
TRAVAIL ILLÉGAL ET DÉTACHEMENT DE SALARIÉS

Détachement de salariés et travail dissimulé en France : l'emploi non déclaré et la fraude sociale par **Philippe Adair**, Maître de conférences en sciences économiques, Université de Paris Est Créteil 181

Impact de la mondialisation sur les actions et instruments juridiques de l'OIT par **Cyril Cosme**, Directeur du Bureau de l'OIT pour la France 192

Travailleurs détachés : internationalisation et protection par **Patrick Quinqueton**, Conseiller d'État, président du conseil d'administration de l'INTEFP, Administrateur de l'AFDT 198

Les dispositifs juridiques français de lutte contre le travail illégal par **Renaud Salomon**, Premier vice-président adjoint au TGI de Paris, Professeur associé à l'université de Paris XII, Co-directeur du Master 2 de Pratique du droit pénal des affaires 204

Évolution de la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation sur le travail illégal par **Grégoire Finidori**, Conseiller à la Chambre criminelle de la Cour de cassation 211

Jurisprudence

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Congé de mobilité – Acceptation – Contestation judiciaire du motif économique de la rupture (oui).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 novembre 2015 215
 Note 215

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Contrôle du PSE – Homologation d'un document unilatéral – Critère d'ordre des licenciements – Mise en œuvre au niveau de l'entreprise – Dérogation réservée à un accord collectif.
CONSEIL D'ÉTAT (4^{ème}/5^{ème} ssr) 7 décembre 2015 216
 Note **Marie-Cécile Sarrazin**, Avocate au Barreau de Paris, spécialiste en droit public..... 217

RÉMUNÉRATION – Pourboires - Centralisation par l'employeur - Retenues liées au comportement des salariés - Soustraction à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale - Travail dissimulé.
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 1^{er} décembre 2015 221
 Note **Christophe Aubert**, Avocat au Barreau d'Angers, Maître de Conférences de l'Université de Rennes-1 223

SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent – Juge judiciaire – Atteinte établie (non).
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^{ème} chambre) 1^{er} décembre 2015 225
 Note **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau du Val de Marne 228

TRAVAIL ILLÉGAL – Marchandage – Question prioritaire de constitutionnalité – Fourniture de main d'œuvre – Notion.
COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 – ch. 8) 30 novembre 2015 232
 Note **Olivier Fardoux**, Maître de conférences à l'Université de Lille 2 233

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Dissimulation d'emploi salarié – Faux auto-entrepreneur – Lien de subordination juridique permanente – Requalification en salarié.
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 15 décembre 2015 237
 Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 239

Chroniques jurisprudentielles

Droit social international et européen (deuxième partie) par **Valérie Lacoste-Mary** et **Jérôme Porta**, Enseignants-chercheurs à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114 241